

Les gauchos s'indignent : chaque jour, 2356 malheureux élèves exclus de leur établissement en IDF...

écrit par Christine Tasin | 13 avril 2019



Encore un pseudo-spécialiste qui voudrait imposer sa vision angélique du monde à tous.

Si je vous dis que, chaque jour, en région parisienne, 2356 élèves sont exclus de cours, j'entends d'ici vos commentaires, amis lecteurs :

-mon Dieu ! quelle décadence !

-ça doit être terrible pour les profs, pour les autres élèves !

-on ne peut plus bosser en France !

-l'école est foutue !

-comment ça se fait qu'on garde des gens ingérables et qu'on ne peut que les mettre dehors pour quelques jours ?

Eh bien vous avez tout faux. Pour le chercheur Benjamin Moignard et pas mal d'autres, dont la Présidente de la FCPE de Villepinte Hainane Ben Hadj, on stigmatise les pauvres exclus ; mieux encore on les exclut pour avoir la paix. C'est évident que les profs en Seine Saint-Denis, ces planqués, n'ont qu'une envie, c'est mettre dehors les élèves pour pouvoir dormir tranquillement en cours !

Selon le chercheur Benjamin Moignard, les peines les plus fréquemment prononcées restent les heures de colle et les exclusions. Une petite partie de ces exclusions sanctionnent les 295 « incidents graves » (2) par jour recensés en moyenne dans les 5 294 collèges publics de France. Mais, pour sept élèves sur dix, le motif de la sentence est « l'insolence ». Dans 10 % des cas, les collégiens se retrouvent *non grata*... pour avoir trop souvent séché les cours. Un comble !

« *Tu nous embêtes, on va t'exclure, ça nous fera du repos* : voilà le raisonnement, déplore Hainane Ben Hadj, la présidente de l'union locale des parents d'élèves FCPE de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Mais les jeunes qui se font remarquer au collège sont souvent en manque d'attention. Les mettre dehors n'est pas la réponse appropriée. »

[http://www.leparisien.fr/societe/indiscipline-au-college-des-milliers-d-eleves-exclus-chaque-jour-11-04-2019-8051562.php#xtor=EREC-109-\[NLalaune\]-\\$%7B_id_connect_hash%7D@1](http://www.leparisien.fr/societe/indiscipline-au-college-des-milliers-d-eleves-exclus-chaque-jour-11-04-2019-8051562.php#xtor=EREC-109-[NLalaune]-$%7B_id_connect_hash%7D@1)

Voilà, c'est dit, ceux qui se font remarquer, ceux qui menacent profs et élèves, qui empêchent les cours de se dérouler... ne font que lancer des appels à l'aide, les petits chéris : "*ils sont souvent en manque d'attention*". On ne s'occupe pas assez d'eux. Salauds de profs !

Et toute cette sale clique de parents FCPE, de profs pédagogistes, de militants indigénistes et autres prétendus

chercheurs de chercher noise aux profs et aux chefs d'établissement. Et tous ces braves gens, à l'abri derrière leur ordinateur de critiquer, de donner des leçons et des conseils tout aussi crétins qu'eux, ils aimeraient par exemple *une directive nationale établissant quelle gamme de punitions devrait s'appliquer aux âneries, aux insultes, aux agressions physiques ou verbales commises à l'école*. Il s'agit surtout d'empêcher prof et le chef d'établissement de choisir la punition, forcément trop dure, le prof et le chef d'établissement doivent faire comme tout le monde.

Autrement dit, voilà un exemple de grille de punitions qu'aimeraient les fossoyeurs de l'école : un crachat ? Une remontrance ; *l'agression d'un copain* ? menace d'une heure de colle ; *la prof traitée de pute* ? une convocation chez le chef d'établissement avec menaces de colle ; *une arme en cours* ? ramasser les papiers à la fin de l'heure d'étude ; *un coup de poignard au prof ou à un camarade* ? une réunion d'information avec les parents (du prof comme de l'élève)...

On les connaît, les zélés des réunions où les plus gauchos imposent leur tolérance, leur compréhension, leur refus de punir... à tous. Et cela devient des règlements d'établissement qui font la joie des élèves. Surtout des perturbateurs.

Mais on comprend pourquoi le Parisien complice a sorti cet article : on a très peur dans les milieux gauchos que Blanquer ne décide des sanctions financières pour les familles des élèves violents...

Le gouvernement veut couper les allocations des parents des élèves violents

Annoncé prochainement, le plan d'action contre les violences scolaires va comporter des mesures visant à sanctionner les familles des adolescents.

Haro sur le portefeuille des parents. Très souvent évoquée dans les rangs de la droite, l'idée de toucher aux allocations des familles d'élèves violents à l'école va être reprise par le gouvernement. Selon nos informations, le groupe de travail qui planche sur le dossier doit remettre en milieu de semaine prochaine une liste de mesures au ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer. Ce dernier a confirmé ce jeudi réfléchir à « sanctionner » les parents mais sans entrer dans les détails. Dans le lot, on y trouvera une partie relative au rôle des familles avec un volet sur ce très sensible sujet. « On n'a pas de tabou », explique un proche du ministère. « Il ne faut pas rester inerte, poursuit un autre. Pas après tout ce qu'il s'est passé.

Lire la suite ici :

<http://www.leparisien.fr/societe/le-gouvernement-veut-couper-les-allocations-des-parents-des-eleves-violents-09-01-2019-7984869.php>

Ne nous faisons pas d'illusion, le plan devait sortir en janvier... on n'en a pas entendu parler. C'est que Macron a besoin des musulmans d'IDF... et que s'il menace de priver certains d'entre eux d'allocs à cause de leurs gosses pas élevés, ça va ruer dans les brancards.

D'où la pression mise en ce moment pour pousser Blanquer-Macron à prendre des décisions allant dans le sens des gauchistes, ne pas stigmatiser, ne pas punir les familles...

Pour le moment on se contente de poudre de perlimpinpin :

D'autres points, relevant du seul ministère de l'Education, ont d'ores et déjà été annoncés, comme le recensement par les collèges non seulement des incidents mais aussi des réponses apportées par l'administration, ainsi qu'un recours plus systématique aux mesures éducatives, ces sanctions qui consistent à réparer ses fautes ou réfléchir sur son acte.

Sauf que le recensement existe déjà, depuis des années, mais... on ne sait pas à quoi cela servirait de recenser, et, surtout on sait que nombre de chefs d'établissements ne font pas remonter les infos pour ne pas être mal notés au Rectorat. Mal

notés ? Alors adieu les mutations, les promotions...

Sauf, surtout, que le recours aux mesures éducatives qu'ils évoquent c'est nettoyer le mur plein de graffitis (c'est le minimum) mais c'est aussi l'assurance de l'impunité, et la perspective pour les profs, le médecin scolaire, l'assistante sociale...d'une réunion de plus autour du coupable " *tu te rends compte que ce n'est pas bien, ce que tu as fait ?* "

Ah ! J'oubliais la cerise sur le gâteau, on parle de cela parce que Blanquer plancherait sur la violence à l'école... totalement absente des quartiers et écoles d'IDF, naturellement. On se demande bien pourquoi.

Quant à se pencher sur les causes de la violence et de l'insubordination, à savoir l'immigration, le refus de s'intégrer, de s'assimiler, l'islam, la haine de la France et des Français... Demander à Blanquer et à Mahomed Macron de mettre le holà c'est comme attendre que les poules aient des dents.